

En 1909 à Méru (Oise) : une grève fortement organisée de deux mois contre une baisse de salaire. La CGT y développe le thème de la grève générale : «si d'autres patrons se refusaient à payer les tarifs, la grève générale serait immédiatement déclarée».



La conception du rapport
entre démocratie directe et délégation

1880-1906, LES SOCIALISTES FRANÇAIS : PARTI, SYNDICAT ?

Parti et syndicat sont pour nous des réalités délimitées et aux caractéristiques propres. Mais il n'en est pas de même lorsque tous deux se constituent, à la fin du XIX^e siècle. Ainsi, les militants syndicalistes disent appartenir au «parti ouvrier» et les partis socialistes se dénomment «partis ouvriers». Comment se fait cette délimitation du parti et du syndicat dans notre pays ? Portée par une classe ouvrière ancienne et au riche passé révolutionnaire, elle présente une originalité certaine.

OUVRIERS ET CLASSE OUVRIERE : UNE REALITE COMPLEXE

DANS la France du dernier quart du XIX^e siècle, la condition ouvrière est un fait déjà ancien et important : 3 millions d'ouvriers d'industrie vers 1870, 4 millions et demi en 1914. Mais à cette progression rapide — similaire à celle de l'Angleterre ou de l'Allemagne à la même époque — ne correspond pas un degré de concentration aussi intense que dans ces pays, et d'assez loin. La classe ouvrière de cette fin du XIX^e siècle, est encore assez dispersée et garde bien des caractères des milieux dont elle est issue : petite paysannerie et artisanat. Déséquilibre qui pèse lourd dans une ville comme Paris où domine la petite production.

Cette relative dispersion et ce poids des traditions artisanales ou corporatives poussent ainsi les ouvriers à se représenter davantage comme «producteurs», individualisés par leur métier que comme prolétaires ano-

nymes et exploités. Ces traits marquent en particulier la renaissance du mouvement ouvrier, près de 10 ans après la Commune.

La renaissance du mouvement ouvrier

Le retour des Communards amnistiés en 1880 et la levée de l'état de siège ouvrent une nouvelle période d'essor des grèves et des organisations ouvrières. Grève des mineurs de Decazeville en 1886, 1^{er} mai 1890 - 91, mouvements pour la journée de 8 heures, le droit à une retraite payée, ou visant à imposer comme à Carmaux en 1892 la réintégration d'un ouvrier, licencié parce que élu maire ponctuent cette renaissance, également marquée par la création de nombreuses organisations aux traits particuliers (cf. encarts).

Un mouvement socialiste divers

Parallèlement renaît une vie politique multiple, qu'animent de nombreux journaux impulsés par les anciens Communards. L'idée de socialisme refait surface : pour la 1^{ère} fois en France, quelques œuvres de Marx commencent à être éditées en particulier grâce à des journalistes et militants comme J. Guesde et Lafargue. Mais l'affirmation du socialisme scientifique ne se fait pas dans un terrain vierge de toute idée de socialisme. Idéal qui imprègne la Commune et lui donne son sens, le socialisme évoque, en fait, aux yeux de la classe ouvrière française une diversité de noms et d'images - Cabet, Fourier et leurs sociétés utopiques, Proudhon et ses «fédérations de producteurs associés», qui a fortement influencé de nombreux militants de la 1^{ère} Internationale, Blanqui, propagandiste inlassable et organisateur de révolutions de type conspiratif, l'image glorieuse de la Commune... Notions vagues et sans cohésion mais qui cheminent en profondeur, s'estompent ou se renforcent au contact des expériences du mouvement ouvrier, se mêlent ou se repoussent pour former ce terreau politique particulier à la classe ouvrière française.

Cette forte présence des idées socialistes imprime sa marque au mouvement ouvrier. C'est en effet un

«congrès ouvrier» composé de syndicats, et autres organisations corporatives, mais aussi de représentants de «groupes socialistes» qui se proclame «congrès ouvrier socialiste de France» (1879) et fonde la «Fédération du parti des travailleurs socialistes de France». Peu unifiée, peu structurée, l'organisation se divise peu à peu sous l'effet de la diversité des conceptions en présence.

Si les réformistes groupés autour de Brousse s'écartent rapidement et se retranchent dans leurs municipalités pour y accomplir le «socialisme municipal», la conception de l'organisation nécessaire à la révolution opère d'autres clivages. Apparaissent ainsi en particulier les organisations qui se réclament des «traditions du mouvement ouvrier français»: Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire, Comité Révolutionnaire Central. (cf. encarts)

Ce courant repose avant tout sur une expérience: l'expérience des «sans-culottes» sous la Révolution Française, l'expérience des échecs de 1830 et 1848, l'expérience du «gouvernement par le peuple» avec la Commune, que la représentation des intérêts politiques du peuple, du prolétariat ne peut-être déléguée, sous peine d'être déformée, trahie, qu'il n'y a de démocratie pour le peuple que dans la «démocratie directe», sans intermédiaires. Mais cette expérience n'est pas la seule et elle se croise, s'entremêle profondément à une autre: l'expérience de «révolutions» préparées secrètement par une organisation nettement délimitée et clandestine; héritière de la «conjuración des Egaux» de Babeuf sous la Révolution Française et du prestige du révolutionnaire Blanqui, célèbre pour ses «coups de main» contre le Second Empire, cette expérience s'est teintée, au travers de la Commune, d'aspirations au «gouvernement direct du peuple».

Mais une autre expérience, extérieure au mouvement ouvrier français, va aussi fortement marquer cette formation d'organisations socialistes. C'est l'expérience de la social-démocratie allemande qui, par son nombre d'adhérents, son influence électorale apparaît alors comme un modèle de réussite, notamment au Parti Ouvrier Français. (cf. encart)

Renaissance d'un mouvement ouvrier à base corporative mais s'affirmant révolutionnaire, apparition d'organisations socialistes qui en sont issues, la situation du mouvement

De multiples organisations

Cette renaissance du mouvement ouvrier se traduit, et de façon spectaculaire, dans la création de multiples organisations, en particulier de fédérations syndicales de métiers. 1879: la Fédération syndicale des chapeliers est la première à se constituer, bientôt suivie par les typographes, les mineurs, les chemins de fer... (450 000 syndiqués en 1895). Même si le caractère permanent et structuré de ces organisations reste faible, la tendance au regroupement l'emporte: Fédération Nationale des Syndicats en 1866, Confédération Générale du Travail en 1895. D'autre part, s'agrègent autour des syndicats d'autres formes de regroupement: en particulier, à partir de 1887, certaines municipalités mettent à la disposition des syndicats, des locaux: ce sont les Bourses du Travail. Regroupant les syndicats d'une localité, favorisant les contacts entre corporations, elles connaissent un important développement (il y en a 40 en 1895) surtout grâce à l'impulsion du secrétaire de la Fédération des Bourses Pelloutier.

Pelloutier, syndicaliste de la fin du XIX^e siècle

Journaliste radical au début des années 80, Pelloutier est significatif par son évolution à la fois de l'attrait qu'exerce le socialisme sur la bourgeoisie après 1880 et du refus par celle-ci de l'organisation politique du prolétariat. Proche du marxisme quand il voit les organisations socialistes affirmer avec netteté une position révolutionnaire contre le réformisme ambiant des syndicats, il refuse totalement la subordination du syndicat au parti; s'affirmant comme dirigeant syndical et journaliste, il défend alors des positions très proches de celles des anarchistes. C'est en particulier sous l'influence de militants comme Pelloutier ou d'ouvriers en général issus de corporations très anciennes, fortement qualifiés que le mouvement syndical se développe. Refusant une voie trade-unioniste, purement revendicative et corporatiste, il affirme une volonté de changement révolutionnaire qui lui confère une dimension particulière.

Le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire

Le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire (POSR) formé en 1891 autour de l'ouvrier typographe Allemane est composé de 96 chambres syndicales, de groupes corporatifs et de «cercles d'études sociales». Il cherche dans les syndicats son principal champ d'action. C'est lui d'ailleurs qui impulse la création de la CGT en 1895, dans laquelle il se fond rapidement. Revendiquant l'autonomie pour ses groupes et une structure fédérative très lâche, il se situe dans le prolongement d'un courant de «démocratie directe» qui irrigue en profondeur le mouvement ouvrier français.

Influent dans certains cercles intellectuels, le POSR domine à Paris, tout particulièrement dans les vieux arrondissements révolutionnaires du Nord-Est, parmi les artisans et ouvriers de petites entreprises.

ouvrier français à la fin du XIX^e siècle est complexe, à l'image de la classe ouvrière.

Contradictions

Ces organisations présentent pour nous des caractères contradictoires.

Ainsi en 1892, le syndicaliste Pelloutier appelle les ouvriers d'une chambre syndicale de métallurgistes à créer «un groupe d'études socialistes». Alors que la même année, le dirigeant de l'éphémère POSR, Allemane affirme: «C'est à la constitution du syndicat que doivent tendre

tous nos efforts» et consacre toutes les forces de son parti, au point de l'y perdre, à créer la CGT. Contradictoire encore, l'attitude du POF vis-à-vis des syndicats et sa tentative de subordination de ceux-ci. Contradictoire enfin, la démarche qui conduit à Amiens la CGT en 1906, à proclamer l'indépendance du syndicat par rapport au parti.

Cette diversité et cette apparence contradictoire de démarches, très caractéristique des années 1880 - début des années 1900 exprime en fait un mouvement plus profond et plus durable : la recherche par la classe ouvrière des formes d'organisation nécessaires à son émancipation.

Or en France, cette démarche revêt une dimension bien spécifique : alors qu'en Allemagne, la social-démocratie s'appuie pendant son interdiction sur la création et le développement d'organisations syndicales par ses militants pour élargir son audience et ses rangs, alors que quelques années plus tard en Russie ou en Chine*, c'est le parti communiste qui pour une large part organise le mouvement ouvrier, l'aide à créer ses organisations de lutte, en France, l'antériorité d'organisation de la classe ouvrière, ses caractéristiques propres, l'expression diverse de ses aspirations conduisent à un processus plus complexe.

LE POIDS DU CORPORATISME

La délimitation du parti et du syndicat va se faire essentiellement autour de deux grands pôles qui se pénètrent et se repoussent mutuellement : le poids du corporatisme et les tentatives de constitution de «partis politiques du prolétariat».

Le poids du corporatisme est d'abord présent dans la façon dont la classe ouvrière se représente.

Un reflet de la classe ouvrière

D'abord, et caractère fondamental, c'est un monde volontiers défini comme celui des «producteurs». «C'est

*voir annexes.

Le Comité Révolutionnaire Central

Animé surtout par le communard E. Vaillant, le Comité Révolutionnaire Central, partisan d'une «dictature révolutionnaire» présente une double caractéristique. Organisation aux effectifs limités et aux coutumes conspiratrices, il trouve dans la social-démocratie allemande, et par son intermédiaire, dans le marxisme, à partir de 1889 une nouvelle source d'inspiration; il défend la notion d'un parti socialiste qui soit «l'avant-garde de l'armée ouvrière ralliée, entraînée, menée à l'assaut de la société capitaliste, à la conquête du pouvoir politique». Mais héritier d'une longue tradition révolutionnaire, il engage une pratique révolutionnaire géographiquement limitée (petite industrie parisienne qu'il dispute au POSR, frange nord du Massif Central, autour de Vierzon et Commentry), mais très diverse : «journées» populaires, action syndicale, soutien aux grévistes et aux chômeurs, œuvre parlementaire et municipale. Cette double caractéristique en fait en quelque sorte, une organisation pivot, entre les allemands du POSR d'un côté, et le Parti Ouvrier Français, de l'autre.

Le Parti Ouvrier Français

Issu en 1893 de la «Fédération du Parti des Travailleurs Socialistes», il est en particulier impulsé par Guesde, ancien républicain «proscrit» après la Commune, et Lafargue. C'est lui qui en particulier s'inspire de l'expérience du parti social démocrate allemand. A composition largement ouvrière (les ouvriers du textile, de la métallurgie forment plus du quart des adhérents), il est particulièrement implanté dans la grande industrie (à la différence des autres organisations socialistes), dans le Nord. Des ouvriers, il est surtout connu par ses orateurs, et ses propagandistes; organisation socialiste la plus structurée et la plus nombreuse (il atteint 16 000 adhérents en 1898 avant de se disloquer sous l'effet de ses contradictions internes), il ne recueille cependant qu'un écho limité aux élections, hors de proportion avec l'effort qu'il y consacre : avec 2,7 % des électeurs inscrits en 1898, il peut revendiquer 13 députés à la Chambre, mais les autres groupes socialistes et surtout les «socialistes indépendants» l'emportent nettement avec 21 députés.

donc à vous producteurs, à vous détenteurs du capital réel qu'il appartient de faire la révolution» (Briand - 1892). «L'action directe signifie que, contre la société actuelle qui ne connaît que le citoyen, se dresse désormais le producteur» (Pouget - 1908). L'idée est ancienne et évoque les conceptions de Proudhon, toujours prêtes à renaître dans un milieu où la petite production est effectivement dominante. Individu isolé et avant tout producteur de richesses, l'ouvrier apparaît difficilement comme expression d'une classe exploitée, productrice, elle, de plus-value. D'autre part, l'ouvrier est défini par ses revendications matérielles : «Le peuple commence à se lasser de la politique, le moindre grain de mil ferait mieux son affaire, et dans la circonsance, le grain de mil, c'est l'assurance d'une vie plus facile» (Pelloutier). Ainsi la classe ouvrière

n'apparaît pas comme une totalité définie par sa place dans la production et liée par un ensemble de conceptions et d'expériences synthétisées, mais elle évoque plutôt aux yeux des militants, une somme d'éléments dont le seul lien est le rapport au métier, un lien économique et corporatif.

Ce monde morcelé et corporatif, s'il est, dans sa prétention à en rendre totalement compte, une image déformée de la classe ouvrière, est aussi le reflet des limites du développement de celle-ci.

Cette image de la classe ouvrière se traduit en particulier dans la conception de la lutte des classes, telle qu'elle s'exprime à l'époque. D'analyse de la bourgeoisie, de ses divisions, aucune. Au contraire, Guesde repousse cette idée comme détournant la classe ouvrière de ses véritables

Démocratie directe et délégation

but : «La Révolution qui vous incombe n'est possible que dans la mesure où vous resterez vous-mêmes, classe contre classe, ne connaissant pas et ne voulant pas connaître les divisions qui peuvent exister dans le monde capitaliste. C'est la concurrence économique qui est la loi de sa production et c'est la concurrence politique ou les divisions politiques qui, soigneusement entretenues, lui permettent de prolonger sa misérable existence».

Delà découle l'idée affirmée avec force aussi bien par le POF que par les syndicalistes révolutionnaires, qu'on ne peut rien changer, à moins d'un changement total. «Il ne peut rien y avoir de changé dans la situation actuelle tant que la propriété capitaliste n'aura pas été supprimée» (Guesde). D'où également le mépris le plus complet des réformes affiché par nombre de militants socialistes ou syndicaux : «Jetés à l'appétit de la foule, elles ne sont et ne peuvent être que des trompe-la-faim» affirme ainsi Guesde. Sur ce point, il ne diffère guère du syndicaliste Pelloutier qui qualifie la grève d'arme «dangereuse pour l'ouvrier non moins que pour le patron» et, tout en précé-

nisant vivement la grève générale comme solution d'avenir, n'a que réticence et mépris pour les «grèves partielles» ou la revendication de «retraite ouvrière». Et là encore, le souvenir de Proudhon, hostile aux grèves, est sous-jacent. Fondamentalement, ce qui est nié, c'est que la classe ouvrière exploitée, dominée puisse avoir une prise quelconque immédiate sur la classe qui la domine, sur les rapports de production, et qu'elle puisse en tirer quelque avantage. Dans les faits, le POF est ainsi amené à ne s'intéresser que faiblement aux revendications des masses, à la lutte pour les 8 heures ou le congé hebdomadaire et à n'accorder de soutien qu'aux actions dont le contenu est clairement politique : le mouvement pour la reconnaissance du 1^{er} mai, ou la grève de Carmaux.

«L'association des producteurs»

A l'image des limites de la conscience de classe, s'exprime aussi une conception de la révolution et du socialisme révélatrice de la dispersion

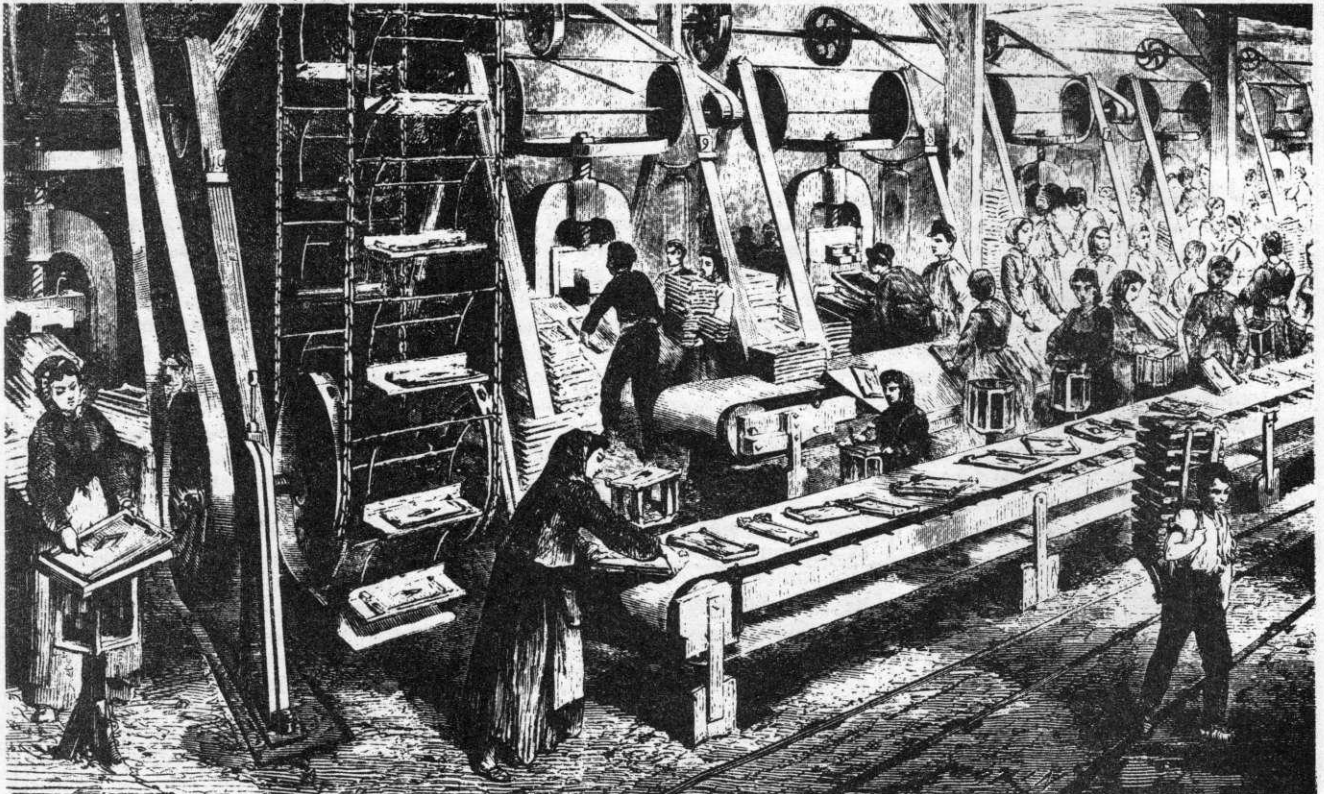
de la classe ouvrière et de ses organisations. C'est l'idée que la révolution, «la socialisation des instruments de production», se réalisent dans «l'association des producteurs», c'est-à-dire dans la remise aux producteurs de leurs instruments de travail et non dans une appropriation collective de ceux-ci par la classe ouvrière.

Cette conception sous-tend un courant très large, surtout organisé dans les syndicats, mais aussi certaines fractions du mouvement socialiste comme le POSR. «C'est aux travailleurs associés que doivent être remises les industries actuellement exploitées dans un intérêt privé» (Allemane). La réduction ainsi faite du socialisme à la remise à chaque producteur de ses instruments de production, reflet des aspects pré-capitalistes, artisanaux du prolétariat, imprime une dimension particulière aux syndicats.

Ainsi, les Bourses du Travail ne se sont pas cantonnées à être des sortes d'unions locales de syndicats, mais ont tendu à fonctionner comme des «marchés du Travail» où les ouvriers pouvaient connaître les offres d'em-

La Tuilerie de Montchanin (Saône-et-Loire).

Concentration du prolétariat, division des tâches, cadences, ... la classe ouvrière moderne se constitue...





...Mais les petits ateliers dispersés restent prédominants.

ploi, où étaient établies des relations entre «offres et demandes», où étaient diffusées des informations sur les grèves ou les syndicats ; elles ont aussi dressé des «statistiques corporatives et sociales» dans le but de préparer le fonctionnement de la société future. Destinées à «supprimer et remplacer l'organisation sociale présente», les Bourses du Travail ont ainsi tenté de penser leur activité en fonction de «l'association des producteurs» à venir.

Quelle conception de la politique ?

Tel est le point auquel aboutit la convergence qui s'opère à la fin du XIX^e siècle entre l'expérience d'organisation corporative du mouvement ouvrier et la volonté de chercher une

voie pour l'émancipation des travailleurs, totalement dégagée des emprises bourgeoises. Il y a identification entre la condition ouvrière, la défense naturelle de leurs droits par les travailleurs et leur rôle politique, révolutionnaire. «*Tout syndiqué, quelles que soient ses opinions présentes, sera nécessairement révolutionnaire*» dit Pelloutier, et Allemane : «*Tout citoyen qui fait de l'action corporative fait malgré tout, malgré lui-même de l'action révolutionnaire*».

Cette conception de la politique est d'abord l'expression d'un refus de la politique bourgeoise, du parlementarisme. Les compromissions électorales des socialistes réformistes renforcent cette idée déjà profondément ancrée, qu'il n'y a de politique qu'électorale et bourgeoise, donc que la politique est néfaste à la classe ouvrière. Contre cette pratique politique des réformistes qui se limite aux

batailles électorales, vont se dessiner deux types de réponses identiques quant au fond :

— d'une part, l'affirmation que l'activité de la classe ouvrière est en elle-même politique. Définition apparemment très large, mais qui, traduite dans sa réalité pratique d'action directe, de grève générale ou d'association de producteurs, révèle d'étroites limites. Elle se résume dans la reconnaissance de l'existence antagonique de deux classes et la prise en compte de l'aspect économique ou social de la lutte de classes.

— le refus de la politique ; c'est en particulier sous cet angle-là qu'après 1900 le mouvement syndical commence à se définir, tout en gardant au syndicat un rôle subversif.

Ainsi, dans les deux cas, «politique» et «économique» apparaissent comme réduits à une seule réalité, économique dans son fond. Ceci a été justifié de deux manières qui se renforcent l'une l'autre : par la réalisation antérieure des «révolutions politiques» (au bénéfice de la bourgeoisie) : «1789, 1848 ont été des révolutions politiques. Il reste à faire la révolution économique et sociale» Pelloutier.

Par la dépendance du politique par rapport à l'économique, qui ferait du premier un simple reflet du second. Argument à prétention théorique, il n'est que la schématisation d'une idée de Marx, isolée de tous les autres aspects de sa réflexion «*Le régime politique, a dit Marx, est toujours fait à l'image du système économique*» affirme Pelloutier qui conclut : puisque la politique n'est qu'un reflet de l'état économique, c'est à celui-ci qu'il faut s'attaquer et le reste suivra de lui-même.

La pratique d'«action directe» et la «grève générale», mots d'ordre syndicaux les plus repris à l'époque sont particulièrement représentatifs de ces conceptions.

«Action directe» et «grève générale»

«L'action directe signifie, résumera le syndicaliste anarchiste* Pouget en

* On n'étudiera pas ici le rôle du mouvement anarchiste. Sur ce point, on peut se reporter au livre de Jean Maitron : Histoire du mouvement anarchiste en France.

1908, que la classe ouvrière en réaction contre le milieu actuel, n'attend rien des hommes, des puissances et des forces extérieures à elle, mais qu'elle crée ses propres conditions de lutte et puise en soi les moyens d'action». Il s'agit avant tout de promouvoir «l'action exercée directement par les ouvriers», c'est-à-dire tout ce qui peut permettre à la classe ouvrière de se passer de «politiciens» : préparation de données nécessaires à la production future, ouverture immédiate d'écoles, services de mutualité sont conçus comme des moyens d'apprendre aux ouvriers à se prendre en charge.

La grève générale devient dès 1892, une des bases principales de la pratique syndicale, mais elle est également approuvée par le POSR. Elle se fonde sur deux appréciations : l'échec des révolutions antérieures et surtout de la Commune condamne toute possibilité d'insurrection victorieuse ; donc la force répressive de la bourgeoisie ne doit pas être affrontée, mais contournée ; d'autre part, puisque la révolution consiste à remettre aux producteurs les instruments de production, l'économie d'une solution violente est possible : l'arrêt de la production par les producteurs, la grève générale apparaissent comme l'arme suprême des «producteurs», l'«action directe», par excellence. Mais sont exclus de cette vision de changement de société, aussi bien les atouts politiques et répressifs de la bourgeoisie (armée, Etat...) que les exigences profondes de la classe ouvrière de maîtrise de la démocratie et d'expression politique.

Contre l'éparpillement, la fédération

Image de la classe ouvrière, formulation de ses mots d'ordre, expression d'une dimension avant tout économique de la classe, le poids du corporatisme, s'il délimite assez nettement la pratique et l'organisation syndicales, pénètre plus largement le mouvement ouvrier. En particulier, il est présent, dans toutes les expériences d'organisation ; ainsi, à l'émiettement de la classe ouvrière ou du peuple correspond la volonté de rassembler ces forces : La fédération en est la traduction. C'est la première

forme trouvée par le mouvement ouvrier pour manifester son unité et sa puissance. Mais cette expérience se renforce au contact d'une autre, plus ancienne encore et à l'écho plus politique. A travers le souvenir de la révolution de 1789, de la Commune, chemine l'idée d'une unité et d'une force du peuple acquises dans l'addition de ses forces, l'image d'une présence immédiate du peuple à lui-même, l'expression de sa force de décision sans intermédiaires. Pas directement exprimé mais sous-jacent, cet axe d'organisation du «parti ouvrier» donne ainsi naissance non seulement à de nombreuses fédérations syndicales, à la Fédération des Bourses, mais aussi au mouvement dont est issu le POF : la «Fédération du parti des travailleurs socialistes». Dans le POF lui-même, est largement présente, bien que freinée, cette idée que la direction ne doit être que la coordination, l'administration* des diversités locales et que l'autonomie organisationnelle et politique des groupes prime. On retrouvera le même refus de centralisation par le choix d'une organisation de type fédératif lorsque se mettra en place la SFIO rassemblant les divers partis et groupes socialistes (1905).

Parti ou syndicat ? Tel apparaît ce premier pôle d'organisation du prolétariat dans sa complexité : fortement centré sur une pratique et des conceptions qui visent à donner à la classe ouvrière tout son poids dans la société, à assurer son indépendance par rapport à la bourgeoisie, ce pôle plonge de profondes racines dans le passé de la classe ouvrière. Sa faible concentration, l'importance et l'ancienneté des organisations corporatives de résistance, de défense mutuelle contre le capitalisme, les expériences politiques d'antagonisme avec la bourgeoisie et de nécessaire prise en mains de leurs affaires par les travailleurs eux-mêmes dont il hérite, donnent à ce premier pôle sa force d'attraction et sa dimension contradictoire : à une dominante nettement économique se mêlent les aspirations au changement révolutionnaire et au socialisme, au contrôle étroit de la classe ouvrière sur ses formes d'organisation et d'action, sur ses moyens d'expression.

C'est sur cette base que va tenter de se délimiter le 2^e pôle d'organisation du mouvement ouvrier après la Commune : «Le parti ouvrier».

LE «PARTI OUVRIER»

Notion vague lorsque, 10 ans après 1871, le mouvement ouvrier s'affirme «parti ouvrier». En fait, le terme réfère à des conceptions politiques, à des pratiques qui vont progressivement apparaître dans leur différence.

En effet, lorsque les militants syndicalistes disent constituer le «parti ouvrier», le terme désigne l'ensemble de ceux qui soutiennent la cause ouvrière. A cette base essentiellement idéologique, s'ajoute l'approche d'une dimension de classe autour du mot d'ordre «l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes» (1^{ère} Internationale 1864) qui en constitue le fondement. Mais il n'y a là aucune idée d'organisation.

Ce qui va engager la rupture avec cette conception, c'est la volonté de certains militants de mettre en œuvre, en France, l'appel de l'Internationale, invitant le prolétariat à «se constituer lui-même en un parti politique distinct» (1972). Pourquoi cet appel ? Parce que de l'analyse de la Commune et des expériences antérieures, l'Internationale dégage une double leçon : la classe ouvrière ne peut compter sur la bourgeoisie pour s'émanciper ; l'organisation politique de la classe ouvrière est nécessaire pour faire face à celle de la bourgeoisie. Deux dimensions paraissent donc définir ce «parti politique distinct» : sa dimension de classe et sa dimension politique. C'est en partant de cette idée, mais aussi porteurs des expériences antérieures du prolétariat français et confrontés à ses exigences politiques contradictoires que les socialistes français vont avoir à réaliser cette tâche.

* Par exemple, d'après le 8^e Congrès (1896) «le Conseil National administre le parti». De fait, les rapports du Conseil National aux groupes et fédérations portent essentiellement sur l'organisation et la propagande (tournées de conférences) et de problèmes administratifs (cartes, timbres). Le CN ne semble jouer qu'occasionnellement et le plus souvent à la demande des groupes eux-mêmes un rôle, non de direction mais d'inspiration politique.

Si l'expérience du parti allemand constitue un premier point de délimitation par l'attrait qu'il exerce, les partis bourgeois, républicain et surtout radical, les seuls alors à se désigner comme «partis», forment un deuxième point de référence - ambigu : attirant par leurs succès électoraux, mais que leur ligne politique, leur opportunisme et leur composition de classe désignent comme autant de repoussoirs.

Enfin, le mouvement ouvrier français a fait l'expérience, notamment avec Blanqui, d'organisations à base non corporative mais politique. Mais la liaison établie entre le caractère peu démocratique de ces organisations et l'échec des insurrections conspiratives, la méconnaissance ou le mépris de fait des capacités révolutionnaires de la classe ouvrière qui leur est reproché, font plutôt de ces «sectes» des repoussoirs.

C'est donc dans ce contexte traversé d'expériences d'organisations dont la signification politique imprègne la conscience ouvrière, que s'esquissent les différentes approches du parti politique du prolétariat. Dans ce contexte, mais aussi contre lui, puisqu'il s'agit d'affirmer à la fois avec et contre le parti bourgeois, avec et contre l'organisation ouvrière syndicale, avec et contre la «secte» politique, la double dimension - de classe et politique - du parti du prolétariat.

«Parti ouvrier», «parti syndical» ?

Tentative proche dans son fond de celle des syndicalistes révolutionnaires, celle du POSR. Il s'agit de constituer le parti sur la base des idées socialistes. En cela, le POSR affirme bien une démarche politique. Mais subordonnée à tout ce qui peut le faire apparaître comme avant tout «ouvrier». Leitmotiv des dirigeants «manuels» et du refus des «politiciens», soutien à la grève générale et impulsion de la CGT, le POSR cherche à donner une image «ouvrière», plus que socialiste.

Cette démarche conduit le POSR à une position contradictoire : d'une part, il recherche tout ce qui pourrait garantir la fidélité du reflet qu'il veut donner de la classe ouvrière ; ainsi, il est poussé à reprendre dans la tradition ouvrière les formes les plus apparentes de la démocratie directe : refus de la délégation, fixation d'un



Un crieur de journaux sous la Révolution de 89 : le mouvement ouvrier français, expression de profondes aspirations du peuple à la démocratie.

mandat impératif aux députés, révocabilité de ceux-ci, primauté et autonomie des groupes reliés par une structure fédérative, volonté de rendre l'organisation transparente à ses militants... Mais ces formes dans lesquelles le POSR espère retenir l'expression politique de la classe ouvrière apparaissent creuses, vidées de leur contenu politique. Le seul contenu est en effet de type syndical. Que les formes de la démocratie directe sont ici vides de leur sens politique, l'affirmation par le POSR « qu'à titre éducatif, une discussion peut avoir lieu dans un groupe du parti sur un amendement de programme » (statuts) le montre bien : sous prétexte de limiter l'influence des bourgeois et des «ambitieux» dans le parti, c'est toute la confrontation des points de vue et la vie démocratique de l'organisation qui se voient évacuées, comme des «possibilités» et rabaissées à un rôle d'éducation. Parti politique du prolétariat ? Il ne le semble pas. Tout au plus regroupement de syndicalistes unis par une référence au socialisme. « Parti syndical », comme l'ont affirmé avec fierté les syndicalistes révolutionnaires et par dérision les partisans d'une organisation véritablement politique, plus sûrement.

Fondées sur des conceptions similaires, l'influence du syndicalisme révolutionnaire et l'expérience du POSR révèlent toute l'importance des obstacles à surmonter pour l'affirmation du parti politique du prolétariat.

Ni syndicat ni parti bourgeois...

Le point de départ du mouvement socialiste en France est constitué par la cohabitation au sein d'une même organisation de syndicats, coopératives, groupes socialistes. La rédaction des célèbres «Considéranrs», après le premier congrès socialiste (1879) par Marx à la demande de Guesde est l'expression de la volonté de définir une politique révolutionnaire. Mais le flou des objectifs du «programme minimum» et des moyens dont Guesde fait suivre le texte de Marx l'obscurcit considérablement.

C'est sur la base d'une clarification politique plus poussée (affirmation de la révolution, du «collectivisme», de la conquête du pouvoir par le prolétariat) et donc, après l'éclatement du groupement d'origine que les efforts de constitution d'un parti politique - et leurs limites vont apparaître le plus nettement, en particulier avec le POF.

Se démarquant des partis politiques républicain ou radical par son programme révolutionnaire, par sa référence au marxisme, le POF oscille dans sa recherche entre deux tendances qui le dominent tour à tour : tendance à ne former qu'une somme de comités électoraux, tendance à se penser en organisation révolutionnaire. La première tendance, reflet d'un électoralisme latent, pèse particulièrement lourd dans l'image que se font les militants de ce parti.

Groupes locaux autonomes, aux statuts différents, basés sur les circonscriptions électorales, direction par les députés, le POF, jusqu'en 1890, ne conçoit guère sa structuration qu'en fonction de ses tâches électorales. Guesde définit ainsi deux garants à l'existence du parti : un «programme unique» et l'autorité d'un comité national (administratif). De fait, ce sont les députés, les personnalités connues par leur activité de journalistes (Guesde, Lafargue) qui constituent la direction politique. Il n'y a là rien de bien différent de ce qui assure la cohésion et le fonctionnement de tout groupement à but électoral.

Démocratie directe et délégation

Mais l'affirmation de la révolution conduit aussi le POF à combattre cette tendance, à se définir comme organisation nécessaire à la révolution. C'est cette tendance qui le pousse à une structuration plus forte : la conception d'une organisation centralisée, où les organisations locales, d'un modèle unique, sont subordonnées au comité central sur le modèle de la social-démocratie allemande s'oppose ainsi, au sein du parti, à la tendance autonomiste et fédérative.

Mais la conception-même de la révolution qui domine dans le POF et la pratique qu'elle entraîne limitent cette dimension révolutionnaire. Certes, le POF affirme inlassablement le caractère inéluctable de la révolution et la nécessité de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Mais comment y parvenir ? Toute sa pratique prouve la difficulté à assurer ce lien, à déterminer ce qui, dans la classe ouvrière, outre son exploitation, est signe annonciateur de cette révolution ; parti-guide, parti-levier des masses ? Le POF n'apparaît guère ainsi : ce sont surtout ses propagandistes, ses orateurs qui sont connus (ils sont en général en plus députés), qui diffusent l'idée révolutionnaire. Mais on ne le voit guère s'emparer des revendications ou de mouvements issus des masses pour faire progresser leur conscience révolutionnaire et leur organisation. Ce lien, le POF l'a, par moments, esquissé : dans le soutien au mouvement pour la reconnaissance du 1^{er} mai, ou à la grève des mineurs de Carmaux, ou encore à un large mouvement de protestation spontané contre les hausses de loyer. Exemple révélateur : il est ainsi amené à prendre l'initiative d'une pétition mais en délimite étroitement l'enjeu : *«Ce mal (la hausse des loyers), si nous ne l'avons pas attaqué de front, c'est simplement que nous estimons qu'il est sans remède dans l'ordre capitaliste d'aujourd'hui... Non pas, est-il besoin de le dire, que nous comptons sur le succès de cette pétition... Mais plus l'échec est certain, plus la chose était à tenter»*. La pratique révolutionnaire du POF apparaît donc surtout comme l'affirmation d'une révolution inéluctable mais en quelque sorte détachée de la classe ouvrière vivante, de ses luttes et de ses aspirations, isolée du faisceau de contradictions qui animent la société et peuvent converger en une insurrection. Le parti porté par cette pratique

paraît donc en grande partie comme une organisation de propagandistes de la révolution, il *« n'est et ne peut être, dit le POF dans son programme, qu'une espèce de sergent instructeur et recruteur, recrutant et instruisant par tous les moyens : propagande parlée (...), propagande écrite (...), propagande agie (grèves, pétitions, scrutins, etc.) »*. Mais à travers ce rôle exclusif d'éducation, c'est toute la richesse politique de la classe ouvrière dans ses aspirations à l'expression par elle-même de ses intérêts, au contrôle de ses mandataires, dans ses expériences de lutte et d'organisation qui apparaît comme occultée.

« Parti ouvrier » dans l'appréciation qu'il donne de lui-même, le POF semble pourtant, lorsqu'il tente de se définir comme organisation révolutionnaire, moins comme l'expression politique concentrée, organisée de la classe ouvrière, de ses expériences, de ses aspirations que comme une formation au fond extérieure à cette vie, destinée à introduire dans la classe ouvrière devenue abstraite, la conscience de son avenir et à représenter ses intérêts au parlement.

Essor et regroupement d'organisations à base corporative, mais porteuses d'une dimension politique, essai de délimitation sur cette base de partis politiques du prolétariat, ces deux aspects qui se dégagent progressivement du mouvement ouvrier français, quels rapports vont-ils entretenir ? Complexes du fait même de cette situation, ils s'organisent autour de deux possibilités principales : subordination du syndicat au parti, indépendance de l'un et de l'autre, et d'une interrogation sous-jacente : qu'apporte le parti ? Le syndicat ne pourrait-il suffire à la révolution ?

L'échec de la subordination

La première position, celle de la subordination du syndicat au parti est celle revendiquée par le POF. Sa logique est d'abord pratique. Sa délimitation en tant qu'organisation politique a progressivement situé hors du parti les organisations syndicales qui s'y trouvaient. D'autre part, la synthétisation par Marx et l'Internationale des expériences du mouvement

ouvrier met en lumière la nécessité d'un double niveau d'organisation (*). Or la social-démocratie allemande dirige les syndicats qu'elle a d'ailleurs pour une large part créés. C'est dans ces conditions que le POF appelle certains de ses militants à créer des syndicats et tente de mettre sur pied une Fédération nationale des syndicats. Que font ces syndicats ? Regroupés entre eux, participant aux congrès du parti, ils sont en fait lourdement tributaires des conceptions politiques du parti. La réticence du POF à s'emparer des revendications ouvrières les pousse en effet à concevoir les syndicats surtout comme des tremplins à sa propagande et à son recrutement. Ainsi, la tentative du POF se solde-t-elle par un échec. Mais plus profondément, la démarche et les conceptions politiques du POF contribuent à renforcer le courant syndicaliste révolutionnaire ; elle était, par réaction, l'idée que les organisations à base politique, la politique socialiste et même « la politique » (puisque le POF est avant tout connu dans sa dimension électorale) sont néfastes, qu'il y a donc lieu de fixer nettement les marques de distinction, d'indépendance. Reconstituée par des syndicalistes démissionnant du POF, la fédération locale des syndicats de Lille annonce par exemple, qu'elle *« se gardera avec soin de la politique, élément dissolvant, et ne s'attachera à aucun parti, à aucune doctrine politique »* (1897).

Ainsi, l'attitude du POF conduit-elle à développer ce qu'elle voulait combattre. La recherche par une partie de la classe ouvrière d'une voie où la classe ouvrière s'exprimerait sans se diviser en fractions rivales, trouve un prolongement dans le refus de ce qui semble provoquer cette division : le parti politique. Sont ainsi renforcées les idées « d'action directe » et de grève générale.

(*) *« L'organisation du prolétariat en parti politique est indispensable au triomphe de la révolution sociale et à l'abolition des classes. L'union des forces ouvrières qui est déjà réalisée dans la lutte économique doit aussi être l'instrument du prolétariat dans la lutte contre la puissance politique de ceux qui l'exploitent... La conquête du pouvoir politique devient le devoir et la tâche suprême du prolétariat »* (1872).

L'affirmation d'indépendance

Cette affirmation de l'indépendance du syndicat n'est cependant pas le seul fait des syndicats. Certaines organisations socialistes ont contribué à la répandre. Le comité révolutionnaire central et Vaillant, puis, après son échec syndical et dans une certaine mesure, le POF l'ont justifiée à la fois par leur expérience et par des arguments d'ordre théorique. « *Le prolétariat reconnaît qu'en enrôlant ses syndicats dans un groupe politique quelconque, il fait doublement échec au développement de son action politique et ouvrière* » écrit Vaillant en 1888. Et il ajoutera : « *En notre milieu social de la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste, les groupes syndicaux et les groupes politiques ont un rôle différent ; ils sont les organismes distincts de fonctions différentes...* » « *l'une, la fonction politique, telle qu'elle doit être comprise dans ses modes variés... étant la plus haute* ».

Ainsi préparée du côté syndical et du côté parti, l'affirmation d'indépendance du syndicat trouve son aboutissement dans la Charte d'Amiens.

Qu'affirme la Charte d'Amiens adoptée par le congrès de la CGT de 1906 ? Reprenant l'idée formulée dans les statuts de fondation de la CGT (1895), « *la CGT groupe en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat* », ce texte, voté de haute lutte contre les socialistes de la SFIO synthétise les aspects fondamentaux que retiennent les syndicats de leur expérience : « *Le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates* ». Mais, ce n'est là qu'un aspect : « *il prépare l'émancipation intégrale... par l'expropriation capitaliste... Le syndicat sera dans l'avenir... le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale* ».

En cela, la CGT s'affirme contre la tendance purement corporative et réformiste. Mais l'idée de socialisme n'a plus ici qu'un contenu très flou. Enfin, la CGT affirme l'indépendance nécessaire du syndicat et du parti : « *Afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations*

confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté la transformation sociale ».

Affirmation ambiguë d'indépendance donc : d'une part le syndicat ferme la porte à tout ce qui - conception ou organisation - se caractériserait comme politique ; en cela, il affirme dans les faits l'existence de deux domaines distincts : « le terrain économique », domaine du syndicat, et « les opinions ou tendances politiques », domaine des « sectes et partis », dont la perception est opposée. Le premier permet « l'action directe » de la classe unie et le « maximum d'effet », le deuxième est caractérisé par la pluralité, et donc la division de la classe en fonction de ses idées et par l'inefficacité. Mais cette distinction n'est pas si simple : les références à des termes de l'analyse marxiste - lutte de classes, expropriation capitaliste, disparition du salariat - isolés de leur contexte, réduits à de vagues formules juxtaposées sans lien réel -, maintiennent l'existence d'un certain rapport interne à la politique. Plutôt donc que la distinction entre deux domaines, c'est l'affirmation d'une dimension unique de la classe ouvrière : dimension économique dont « *la révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression* » et la grève sont les formes d'expression et constituent de fait la seule vraie manifestation politique. Plutôt que la distinction entre deux types d'organisation de la classe ouvrière, c'est la négation de l'utilité du parti politique de classe et l'affirmation du syndicat comme seule organisation, comme « *groupement essentiel* » auquel il est un « *devoir d'appartenir* ».

Dans ce mouvement qui trouve son aboutissement dans la charte d'Amiens se trouve donc en filigrane l'idée que le syndicat serait l'organisation révolutionnaire par excellence. Cette idée va se développer sur le terrain déblayé par la charte chez des syndicalistes, mais elle pénètre aussi l'organisation socialiste, la SFIO. Vaillant qui, quelques années auparavant, sur la base des leçons de la Commune et de l'Internationale affirmait que « *la fonction politique... étant la plus haute... est l'arme acérée de la classe ouvrière* » pour « le parti qui la manie », qui combat en 1906 les socialistes favorables à une « subordination de la CGT au PS », va

se trouver à partir de 1907 emporté par la logique sous-jacente à la charte d'Amiens : « *Dans les conditions de la société actuelle, le syndicat est devenu un élément révolutionnaire essentiel* »... « *Entre le PS et le syndicat* », il y a un « *interchange de fonctions qui, dans une évolution ultérieure produira l'unité militante du prolétariat, dont l'avenir déterminera la forme organique* ». Revirement de position dans les termes, cette évolution est particulièrement révélatrice de l'unité profonde des conceptions contradictoires qui agitent le mouvement ouvrier. En effet, quelles en sont les causes ? Cause immédiate, c'est notamment le fort développement des grèves en 1906-1907. Mais les raisons profondes sont déterminantes : d'abord l'évolution de la SFIO, son incapacité à dégager une politique autre qu'électorale et parlementaire redonnent vigueur aux tendances anti-parlementaristes et ouvriéristes, rehaussent le prestige des syndicats. Leur développement et leur rôle dans les grèves tendent ainsi à apparaître comme les signes d'une capacité de transformation réelle et en profondeur de la réalité, supérieure à celle de l'organisation socialiste. Contenue un temps par l'affirmation de la valeur « la plus haute » de la « fonction politique », par la recherche d'une telle politique et par les tentatives d'organisation en parti, freinée par l'idée que « *les socialistes ont intérêt à ce que la CGT qui est le terrain de recrutement du parti se développe* », la convergence de ces causes à la fois conjoncturelles et plus profondes révèle une double réalité : l'échec de la constitution d'un parti politique du prolétariat, l'affirmation d'une dimension originale du mouvement ouvrier.

□

Expression d'une classe ouvrière nombreuse et ancienne, mais relativement dispersée, le mouvement ouvrier français à la fin du XIX^e siècle apparaît d'abord comme imprégné de tout un passé d'un siècle de luttes, de succès et d'échecs révolutionnaires qui en a façonné les fibres profondes. Ainsi, le mouvement syndical prend-il son essor sur un fondement déjà riche en expériences politiques ; c'est sa première originalité, ce qui le distingue fondamentalement d'un mouvement purement corporatif, limité à la question des revendications ouvrières. De là découle sa deuxième originalité : porteur pour une part

Démocratie directe et délégation

d'aspirations politiques du prolétariat, non seulement il n'est pas créé, élaboré par un parti révolutionnaire dans le cadre de son travail d'organisation et de mobilisation des masses, mais il s'affirme d'emblée comme rival potentiel.

L'échec des partis ouvriers, au croisement des XIX^e et XX^e siècles s'inscrit certes dans un contexte international de transformation du capitalisme en impérialisme et de dégénérescence révisionniste de la social-démocratie allemande. Mais cet échec fait aussi ressortir les limites propres de ces partis : la très faible assimilation du marxisme, la difficulté à inscrire l'affirmation d'une révolution à venir et de la nécessité de la conquête du pouvoir politique, dans l'expérience de la classe ouvrière, à prendre en compte ses exigences déterminent largement l'échec. Mais cette expérience du parti politique marque aussi le mouvement ouvrier à travers l'interprétation qu'il en donne. Ainsi, la pratique et l'échec des partis ouvriers d'avant 1914 contribuent-ils particulièrement à renforcer dans le mouvement syndical une image négative du parti politique du prolétariat, à en nier la nécessité.

Ces traits originaux du mouvement syndical, cette image d'un parti qui serait au fond perçu comme extérieur à la classe ouvrière puisque niant ses exigences politiques, et sans importance véritable au regard de la révolution, ont, par-delà l'histoire immédiate du mouvement ouvrier, laissé une profonde empreinte dans la classe ouvrière. Les rapports ultérieurs du parti communiste et des syndicats dans notre pays ne peuvent être compris et définis en en faisant abstraction.



A Carmaux, pendant la grève des verriers (1895) : combativité...

...et organisation

■ (ici à Montceau-les-Mines, pendant la grève des mineurs de 1901)



ANNEXES

ALLEMAGNE : LA PUISSANCE SYNDICALE, AUXILIAIRE DES PARTIS

Bien que contemporains avec la France, le processus de construction du mouvement ouvrier en Allemagne, les rapports entre parti et syndicat qui en résultent sont sensiblement différents. Cette différence, qui trouve sa source dans le caractère propre de chacune des classes ouvrières est précisée, amplifiée par la nature et le cheminement particulier de la social-démocratie allemande.

Un capitalisme puissant et jeune

Ce n'est véritablement qu'après 1871 et l'unification de l'Allemagne que se développe, surtout à l'Ouest, la grande industrie. Et la formation de l'Empire favorise une très forte concentration, notamment dans l'industrie lourde. Se constitue alors une classe ouvrière nombreuse et assez fortement concentrée en quelques grands centres comme la Ruhr ou la Silésie, mais marquée par sa récente prolétarianisation. En effet, si le mouvement ouvrier a commencé à apparaître dans la révolution de 1848, les associations ouvrières sont démantelées par la répression et ne se reforment que lentement.

Une renaissance parallèle

Autorisée à partir de 1871 dans l'ensemble du Reich, la formation de «coalitions ouvrières» se fait en grande partie sur une base réformiste et mutuelliste. La faible combativité de la classe ouvrière dans les quinze premières années d'essor du capitalisme allemand ne rend guère nécessaire la constitution d'organisations larges et structurées. C'est en grande partie le développement des grèves dans les années 1890 et l'influence du mouvement socialiste qui vont changer les choses.

Quand, avec la lente pénétration d'idées socialistes dans des cercles

intellectuels, dans la petite-bourgeoisie de la vallée du Rhin ou de Berlin, se forment des organisations socialistes (1862 : Lassalle fondateur de l'Association générale des travailleurs ; 1869 : Bebel et Liebknecht créent le Parti Ouvrier Social-Démocrate d'Allemagne), elles s'affirment surtout comme politiques. Mais dès cette époque, leur influence, et surtout celle de Lassalle conditionne l'évolution ultérieure des syndicats.

En effet, si les deux organisations revendiquent la théorie marxiste, c'est de façon bien différente. Avec Lassalle, c'est toute une voie réformiste qui s'affirme : repoussant l'idée de révolution, il préconise la conquête de l'Etat par le suffrage universel (qui ne sera accordé qu'en 1871). Plus encore, il s'agit pour Lassalle d'assurer dès maintenant à la classe ouvrière son intégration dans la société et dans l'Etat : les coopératives de production, créées et financées par l'Etat doivent permettre cette évolution en douceur vers le socialisme. Fortement combattues par Marx, les conceptions et les méthodes de Lassalle n'en ont pas moins rencontré un écho favorable dans des «coalitions ouvrières» auxquelles l'idée de révolution était étrangère.

Se réclamant de la 1^{re} Internationale, revendiquant la transformation révolutionnaire de la société et la conquête du pouvoir politique par la force, Bebel et Liebknecht apparaissent donc avec une tout autre dimension. Mais la fusion des deux organisations en 1875, loin de faire prévaloir nettement cette orientation, laisse subsister une forte présence des idées de Lassalle, dans le programme qui en est issu (programme de Gotha) : silence sur la prise du pouvoir révolutionnaire, sur la dictature du prolétariat... Toute la pratique de la social-démocratie allemande, toute son évolution sont fortement marquées par l'absence d'une critique claire des conceptions de Lassalle.

Le développement et le rôle du mouvement syndical en sont particulièrement tributaires.

Les syndicats : organisation de masse du parti

La clandestinité à laquelle la loi d'exception de 1878 contraint la social-démocratie allemande jusqu'en 1891, si elle disperse dans un premier

temps les groupes socialistes et les syndicats, va permettre aussi leur jonction. Toute la tactique des socialistes allemands vise en effet à constituer des organisations légales multiples, organisations de masse sous le couvert desquelles ils poursuivent la propagande socialiste. Les syndicats qui se reconstituent ne sont pas toujours créés par des socialistes ; mais c'est plutôt une convergence qui s'établit entre la social-démocratie et les organisations syndicales. Frappées d'une même mesure d'interdit et en lutte à la répression de Bismarck, elles trouvent dans les aspects marqués par les conceptions de Lassalle du programme social-démocrate, une tactique et une stratégie compatibles avec la légalité. Se forment ainsi les «syndicats libres», liés à la social-démocratie mais légaux.

Avec le retour à la légalité en 1891, le rôle des syndicats va s'amplifier. Groupant dès 1890, 300 000 adhérents, ils se constituent en une confédération générale ouvrière en 1892. Leur rôle est double : d'abord, ce sont des organisations où la classe ouvrière trouve des moyens de résistance au capitalisme : de puissantes caisses de solidarité permettent que soient versées aux travailleurs des indemnités en cas de maladie, décès, chômage, ou même déménagement. En fait les syndicats fonctionnent comme des organisations en quelque sorte parallèles à l'Etat, suppléant ses «carences». Les conceptions de Lassalle sont là bien présentes. Les syndicats impulsent ainsi la création de coopératives de consommation pour les travailleurs, des services de construction de logement, des associations culturelles... Leur développement, les syndicats le doivent aussi largement à leur rôle grandissant d'organiseurs de grèves, après 1890 : préparation, impulsion, négociations... devient l'affaire du syndicat. Leur refus de soutenir certaines «grèves sauvages», notamment après 1905, est révélateur de l'écart qui se creuse progressivement entre ce rôle de préparation, de gestion des grèves, et la prise en compte réelle des revendications des travailleurs.

Enfin, les liens étroits entre la social-démocratie et ces syndicats, donnent à ceux-ci un rôle particulier. Ils deviennent progressivement des sortes d'écoles de gestion, un lieu privilégié de formation des militants et cadres du parti. Dans les faits, plutôt que par un processus conscient. La conquête de nombreux siè-

ges de députés, ou de municipalités par les sociaux-démocrates rend en effet prédominantes les préoccupations de gestion, que renforce la montée du révisionnisme dans le parti. Et l'expérience des syndicats apparaît comme précieuse. Plus encore, la pratique, l'expérience des syndicats apparaissent comme les signes tangibles de la réussite des sociaux-démocrates, de la capacité du parti à gérer effectivement le pays, signes réels dont le parti doit tirer les enseignements en assouplissant sa ligne, en la révisant. Tel est, à la fin des années 90, le raisonnement qui chemine dans le parti, chez les dirigeants syndicaux, expression d'un révisionnisme qui va peu à peu s'imposer.

Impulsés par le parti, les syndicats allemands n'ont pas eu un rôle négligeable dans l'évolution de la social-démocratie. Facteur important de son influence sur les masses, ils sont en retour fortement porteurs de tendances réformistes, gestionnaires du capitalisme, qui viennent renforcer les faiblesses internes du parti. La décision prise au congrès de 1906 du parti — donc la même année que la Charte d'Anvers — illustre nettement les rapports qui se sont établis entre le parti social démocrate et les syndicats : si le parti dirige le syndicat, si le syndicat est une organisation de masse du parti, il a aussi conquis, à travers l'influence du révisionnisme, un rôle non subordonné. En établissant la parité de décision, dans les organismes dirigeants du parti, entre syndicat et parti, le congrès consacre l'influence grandissante des conceptions révisionnistes au sein du parti. ■

CHINE : UN MOUVEMENT SYNDICAL FORGE PAR LE PARTI DANS LA REVOLUTION

Le développement du mouvement ouvrier en Chine et les formes d'organisation qu'il revêt se situent dans un cadre historique bien différent de celui de la France ou de l'Allemagne. Même si le capitalisme commence à pénétrer en Chine à la fin du XIX^e siècle, ce n'est guère qu'après la première guerre mondiale que le mouvement ouvrier s'affirme progressivement. Il est donc contemporain à la fois de la construction du socialisme en URSS, de l'édification du Parti Communiste Chinois, des insurrections et des guerres révolutionnaires qui, en 30 ans ont conduit le peuple chinois à la libération.

Féodalité et capitalisme

Le développement du capitalisme en Chine se fait dans une situation particulière. D'abord, ce capitalisme est essentiellement étranger, c'est un capitalisme de colonisation, anglais, français et japonais. Avec la guerre de 1914-1918, des capitalistes chinois créent eux aussi des entreprises, dans le textile, les industries alimentaires, l'imprimerie, des banques importantes mais ils demeurent dépendants. Manifestation de son caractère impérialiste, l'implantation du capitalisme en Chine concerne essentiellement la côte ou des secteurs aisément accessibles par les fleuves : la domination du capitalisme se concentre donc tout particulièrement dans des villes comme Shanghai, Canton, Hong Kong, Hankéou, Tientsin et dans le sud de la Mandchourie.

Deuxième particularité : si ce capitalisme en grande partie d'origine étrangère domine des régions vitales, l'immense majorité de la population connaît l'oppression féroce du féodalisme.

Le caractère récent et peu homogène du capitalisme, le poids de l'impérialisme et du féodalisme marquent profondément la classe ouvrière en formation.

Un prolétariat moderne mais peu nombreux

En 1921, la Chine compte 1 million et demi d'ouvriers travaillant pour la grande production capitaliste ; c'est très peu au regard des centaines de milliers de paysans. Mais ces ouvriers sont très concentrés ; une ville comme Shanghai en compte 3 à 400 000 et plus de la moitié dans des entreprises de grande taille. Lié aux techniques avancées, soumis aux cadences et aux longs horaires de travail, le prolétariat chinois compte pourtant des traits originaux. D'abord sa jeunesse : issu de la paysannerie, il a gardé de nombreuses attaches avec cette classe et plus largement avec la Chine traditionnelle : chaque ouvrier dépend d'un contremaître chargé de le loger, de toucher son salaire, de l'aider... D'autre part, la moitié du prolétariat étant exploitée par des capitalistes étrangers, les luttes économiques de ces ouvriers prennent nécessairement une dimension différente, anti-impérialiste. Ainsi, si Shanghai compte la plus grande concentration ouvrière de Chine, si elle est la principale base du capitalisme, elle est aussi la ville où la domination étrangère est la plus poussée. C'est la conjonction de ces facteurs qui donne à la classe ouvrière de Chine un rôle déterminant dans l'avancée de la révolution.

Les communistes, premiers syndicalistes

Si quelques corporations regroupant patrons et ouvriers ont existé dans des secteurs traditionnels, le mouvement ouvrier n'apparaît pas avant le 4 mai 1919, large mouvement contre l'impérialisme et le féodalisme auquel il participe.

Mais ce sont les premières grèves de 1920 et 1921 — et surtout la création du Parti communiste qui vont donner son impulsion au mouvement. Dès sa formation, le PCC constitue en effet un secrétariat des syndicats qui a des correspondants dans les principaux centres industriels. 1921 : la crise frappe, provoquant chômage et baisses de salaires. Or les communistes chinois aspirent avant tout à mobiliser la classe ouvrière. Bien que très peu nombreux, ils s'engagent activement, en particulier à Shanghai, dans l'organisation de la classe ouvrière. Créant un secrétariat des

Démocratie directe et délégation

syndicats à Shanghai-même, impulsant des «clubs ouvriers» chez les cheminots des lignes du Nord et du centre, chez les mineurs de charbon d'Anyuan dans le textile, ils favorisent le développement de nombreuses grèves. En 1926, le 1^{er} mai est ainsi célébré pour la première fois en Chine; l'appui du gouvernement de Sun Yat Sen qui contrôle alors le sud de la Chine permet un rapide essor des organisations syndicales: constitution de fédérations dans le Hunan et le Hubei; formation du «syndicat général pan-chinois» au 2^e congrès national du Travail en mai 1925 à Canton.

Des conditions particulières où il se constitue, le mouvement ouvrier chinois tire des traits originaux: d'abord parce que ce sont les communistes qui ont su exprimer et organiser dans des luttes tout le potentiel de révolte présent dans cette classe ouvrière récente mais durement exploitée, peu divisée et dont la concentration facilitait la prise de conscience et l'unité. Les plates-formes revendicatives des grèves en sont la traduction: demandes d'augmentations de salaires, de réduction de la journée de travail, mais aussi refus du système des «contremaîtres», refus des sanctions contre les grévistes etc. Mais ce développement rapide et sur des bases non corporatives du mouvement ouvrier n'a pu être impulsé par le parti communiste que parce que, au sein de la classe ouvrière elle-même, les revendications économiques comportaient presque nécessairement une importante dimension politique.

Ainsi, en septembre 1922, les cheminots de la ligne Wuchang-Changsha se mettent en grève 15 jours pour le renvoi de deux cadres chargés par la direction de briser le syndicat, pour la réintégration d'un militant syndical licencié et d'importantes revendications salariales; ils obtiennent satisfaction grâce à un large soutien des autres ouvriers de la région; dans cette grève, c'est directement le gouvernement de type féodal de la province —leur patron— qui est touché.

De même, la grève générale de 3 mois organisée à Shanghai en 1925 après la meurtre d'un ouvrier par un contremaître est en grande partie fondée sur la haine des impérialismes japonais et anglais, qui sont d'ailleurs contraints de négocier un accord.

Dimension politique encore plus nette à Canton où la répression du mouvement de soutien à la grève de Shanghai suscite un mouvement encore plus puissant: plus d'un an de grève générale et de boycott du port de Hongkong sont ainsi organisés par le comité de grève dirigé par le parti communiste qui parvient à rallier jusqu'à la bourgeoisie cantonnaise. Expérience importante parce qu'elle fait nettement apparaître le caractère non seulement de masse des syndicats, mais leur rôle non exclusivement corporatif. Ainsi, ce sont eux qui prennent en charge aussi bien les tâches matérielles (cantines, logement des ouvriers quittant Hongkong...) qu'un rôle d'éducation (des dizaines de syndicats se forment grâce aux écoles du soir) ou des fonctions de type étatique, nécessaires aux succès de la grève: la constitution de «sections de surveillance»

armées permet le contrôle des côtes, et la prise en main par les ouvriers syndiqués de tâches de police et de justice.

Loin de se limiter à la grève de Canton, ces formes d'organisation ont tendu à se développer. Elles sont la preuve que le mouvement ouvrier qui commence à s'organiser est l'expression d'une classe, certes numériquement faible, mais apte à diriger la révolution chinoise et se posant, dès cette époque, le problème du pouvoir. Mais, et l'échec sanglant des insurrections de 1927 allait en souligner l'importance devant le parti communiste chinois, si «le prolétariat chinois est, de toutes les classes, celle qui se montre la plus résolue et la plus conséquente dans la lutte révolutionnaire» (Mao), il ne pouvait triompher sans que les centaines de millions de paysans soient eux aussi entraînés dans la révolution. ■